



L'action des associations menacée d'être entravée par le projet d'ordonnance gouvernementale sur les recours abusifs

Une ordonnance pour cadrer les recours : un déni de démocratie !

FNE PACA et son réseau s'interrogent sur la voie choisie par le gouvernement pour porter une limite au droit fondamental d'ester en justice.

Pourquoi légiférer par voie d'ordonnance et non par voie législative ? Cette urgence et ce déni de démocratie ne se justifient pas.

Une logique erronée de bonne administration de la justice

Sans lui donner de nouveaux moyens, il a été demandé à la Justice Administrative d'accélérer le traitement du contentieux de l'urbanisme, qui freine la construction de nouveaux logements. FNE-PACA et son réseau constatent que certains Tribunaux semblent avoir entrepris de diminuer leur charge de travail en décourageant les associations les plus actives, au moyen de lourdes amendes pour « recours abusifs » ... Même s'il ne s'agit pas de recours d'urbanisme.

Une demande de cadrage et de motivation du recours abusif :

Or, des ordonnances vont être prises fin avril 2013, pour, notamment, limiter le nombre des recours supposés abusifs. C'est pourquoi FNE-PACA demande que l'ordonnance qui les concernera :

-Limite l'amende, (actuellement 3000 € maximum) aux permis de construire de logements collectifs réellement sociaux, et ne concerne en aucune manière les recours relatifs à l'application du code de l'Environnement ;

-Donne une définition précise de ce qu'est un recours « abusif », fondée sur l'intention coupable du requérant. Cette définition n'existe pas dans le Code de Justice Administrative, ce qui permet les « dérives » constatées ;

-Impose aux Tribunaux qui les infligent de motiver les amendes pour recours « abusif » de façon claire et explicite, à partir des faits, et non d'une simple appréciation.

Pour Pierre APLINCOURT Président de FNE PACA : *« Même si on ne peut ignorer l'existence des recours abusifs, initiés dans le seul but d'exercer un chantage sur les promoteurs immobiliers et les collectivités, il ne faut pas entraver la capacité d'agir des associations de protection de l'environnement en garantissant le droit fondamental d'accès à la justice. Trop souvent des menaces sont exercées sur les bénévoles associatifs qui saisissent pour de justes causes les tribunaux ; il ne faudrait pas en rajouter au profit de constructions dénaturant les paysages de nos territoires, détruisant la nature et rendant stériles les terres agricoles. »*

Contact FNE PACA : 04 91 33 44 02